

2016-2017

Perspectives économiques



Perspectives économiques 2016-2017

Publié par :

Ministère des Finances
Province du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/finances

Le 2 février 2016

Couverture :

Service Nouveau-Brunswick (SNB 10551)

Traduction :

Bureau de traduction, Service Nouveau-Brunswick

Imprimerie et reliure :

Services d'imprimerie, Service Nouveau-Brunswick

ISBN 978-1-4605-0510-6

Imprimé au Nouveau-Brunswick



RECENSEMENT • CENSUS

www.recensement.gc.ca

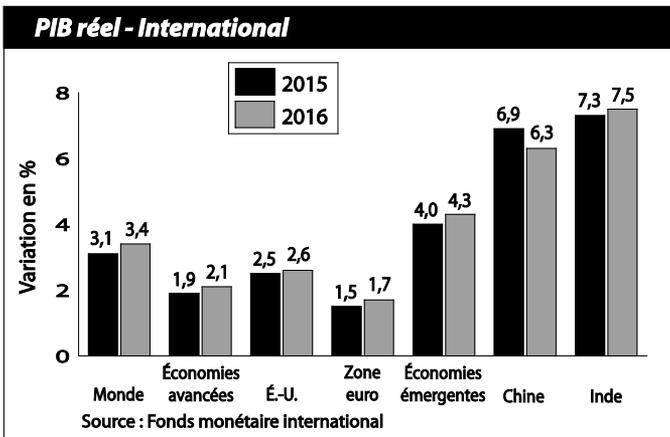
www.census.gc.ca



Pensez à recycler!

L'économie mondiale

- On s'attend à ce que la production économique mondiale ait crû de 3,1 % en 2015, reflétant un ralentissement par rapport au rythme observé en 2014. Selon le Fonds monétaire international (FMI), les économies avancées ont affiché une croissance de 1,9 %, tandis que les économies de marché émergentes et en développement progressaient de 4,0 %.
- Ce sont, encore une fois en 2016, les économies de marché émergentes qui dirigeront la croissance mondiale, tandis qu'une reprise modeste et inégale est prévue dans les économies avancées. La production mondiale devrait progresser de 3,4 % en 2016, alors que les économies émergentes progressent de 4,3 % et les économies avancées de 2,1 %.



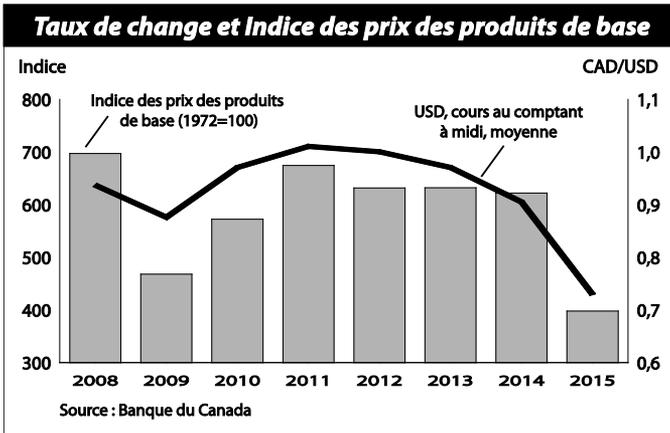
- On s'attend à ce que la zone euro poursuive, en 2016, sa modeste reprise, la croissance se trouvant favorisée par la baisse des prix du pétrole, la politique monétaire accommodante et une dépréciation de l'euro. L'activité économique sera freinée par la faible performance des états périphériques, la faiblesse persistante de l'inflation et des préoccupations relatives à la stabilité financière.
- Les principales économies de la zone euro – l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne – devraient toutes connaître la croissance en 2016, croissance qui s'avèrera par ailleurs plus rapide qu'en 2015 sauf dans le cas de l'Espagne. La baisse des prix du pétrole et la reprise continue de la croissance des salaires contribueront quant à elles aux perspectives de croissance du Royaume-Uni.

- L'Inde devrait, en 2016, déloger la Chine en tant qu'économie émergente connaissant la plus forte croissance; des réformes politiques, une reprise des investissements et une diminution des prix des produits de base favoriseront en effet un accroissement de l'activité. La croissance de l'économie chinoise ralentira pour sa part, tandis que les excès antérieurs dans l'immobilier, le crédit et l'investissement continueront à se détendre.
- La croissance économique en l'Amérique latine et dans les Caraïbes devrait se contracter en 2016, ce qui est principalement attribuable à une récession au Brésil.
- Les prix mondiaux du pétrole ont continué de dégringoler en 2015, chutant en fin d'année en dessous des 40 \$ US le baril. Bien que désavantageuse pour les régions productrices de pétrole, la chute des prix devrait en 2016 stimuler la croissance économique mondiale, principalement par une diminution des tensions sur les prix pour les importateurs et l'accroissement des dépenses des consommateurs.
- Le FMI prévoit que le volume du commerce mondial de biens et services augmentera de 3,4 % en 2016, avec les économies avancées en tête du peloton.
- La reprise américaine devrait rester stable avec une croissance prévue pour 2016 de 2,6 %. La baisse des prix de l'énergie, la diminution du resserrement budgétaire, la réduction de l'endettement des ménages et un marché de l'habitation plus vigoureux devraient plus que contrebalancer l'effet modérateur de l'appréciation du dollar sur les exportations nettes.
- En décembre 2015, la Réserve fédérale américaine a annoncé qu'elle relèverait (pour la première fois en sept ans) le taux cible des fonds fédéraux, lequel passerait de 0,25 % à 0,5 %. L'orientation de la politique monétaire reflète un certain optimisme, tout en demeurant accommodante et en favorisant une nouvelle amélioration des conditions du marché du travail, ainsi que le retour à une inflation de 2 %.
- En 2015, le nombre total de mises en chantier américaines a dépassé d'un million pour la deuxième année consécutive. Si cette tendance se maintient, la National Association of Home Builders s'attend à ce que le nombre de mises en chantier atteigne, en 2016, 1,26 million et en 2017, 1,52 million, ce qui correspondrait davantage à une saine économie pour le pays.

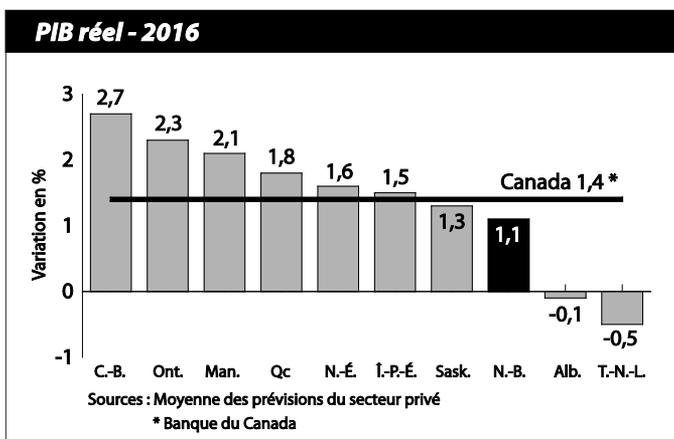
L'économie canadienne

- La Banque du Canada s'attend à ce que l'économie canadienne ait crû de 1,2 % en 2015, largement appuyée par la consommation des ménages et le commerce net. Il s'agit là d'une diminution par rapport au taux de 2,5 % enregistré en 2014.

- Alors que la baisse des prix du pétrole et d'autres produits de base a engendré une contraction dans le secteur de l'énergie, l'élan haussier prévu dans les secteurs autres que ceux des produits de base et les régions dont émanent ces mêmes produits se fait toujours attendre.
- Selon les prévisionnistes du secteur privé, les économies des provinces productrices de pétrole (Terre-Neuve-et-Labrador, l'Alberta et la Saskatchewan) ont été les plus durement frappées et affiché la performance la plus faible, tandis que la croissance se faisait évidente dans les autres provinces, avec la Colombie-Britannique en tête.
- La Banque du Canada s'attend à ce que l'économie canadienne croisse en 2016 de 1,4 % sous l'effet d'une augmentation de la consommation et d'une amélioration du commerce.
- La croissance dans la consommation des ménages devrait se poursuivre en 2016, favorisée par des conditions de crédit accommodantes et des économies sur les achats d'énergie. L'augmentation du chômage et la croissance limitée du revenu personnel parmi les provinces productrices de pétrole entraveront, dans une certaine mesure, l'activité économique.
- Les échanges commerciaux nets, favorisés par l'expansion continue de l'économie américaine et la faiblesse du dollar canadien, devraient contribuer à la croissance. La baisse des prix de l'énergie profitera aux entreprises qui n'en produisent pas, mais sera contrebalancée par les prix plus bas reçus par les exportateurs d'énergie pour leurs produits.



- La Société canadienne d'hypothèques et de logement s'attend à ce que le marché de l'habitation ralentisse quelque peu en 2016, le nombre de mises en chantier prévu se chiffrant entre 153 000 et 203 000 unités.
- L'affaiblissement des exportations et la morosité des investissements représentent un risque à la baisse pour l'économie du Canada. Alors que le redressement de l'économie américaine et la faiblesse du dollar ont donné un nouvel élan aux exportations de produits autres que les produits de base, il y a toujours un risque que les exportations s'avèrent inférieures aux attentes. D'autres réductions des intentions d'investissement des sociétés énergétiques sont prévues, ce qui devrait donner lieu à une diminution globale des investissements d'entreprises.
- En réaction à la faiblesse de l'inflation fondamentale et de la demande, la Banque du Canada a réduit son taux cible du financement à un jour, à deux reprises en 2015, mais a annoncé en janvier 2016 qu'elle maintient le taux à 0,5 %.
- Les prévisions du secteur privé donnent à penser que c'est la Colombie-Britannique qui enregistrera, en 2016, la croissance économique la plus forte (+2,7 %). Une croissance supérieure à 2,0 % est aussi attendue en Ontario et au Manitoba, tandis que les provinces de l'Est et les provinces productrices de pétrole faisant moins bonne figure.



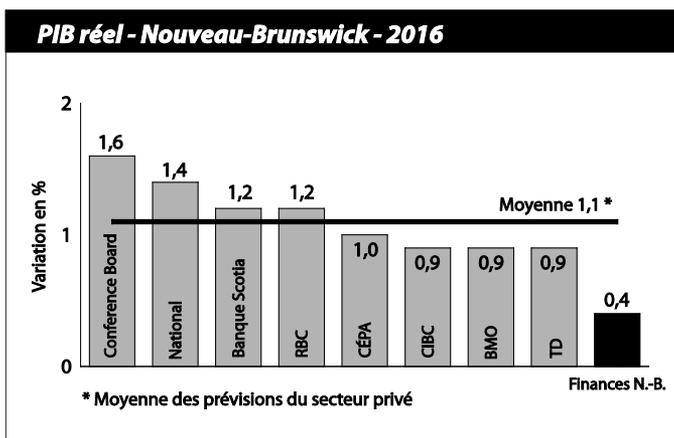
- La chute des prix du pétrole continue de peser sur l'activité économique, les investissements du secteur privé étant révisés à la baisse en réaction aux chocs pétroliers qu'enregistre le secteur de l'énergie. Les effets défavorables de l'effondrement des prix seront atténués par des économies sur les achats d'énergie, des conditions de crédit favorables, une croissance plus forte aux États-Unis, un dollar canadien plus faible et l'influence positive du bas prix du pétrole sur la croissance économique mondiale.

Bilan statistique - Taux de croissance¹		
(au 22 janvier 2016)		
2014 à 2015		
	N.-B.	Canada
Population et travail		
Population totale au 1 ^{er} juillet	-0,1	0,9
Population active	-0,7	0,8
Emploi	-0,6	0,8
Taux de chômage (%)	9,8	6,9
Taux d'activité (%)	62,7	65,8
Salaires et traitements ²	2,5	2,6
Consommateurs et logement		
Commerce de détail ²	3,2	2,1
Indice des prix à la consommation	0,5	1,1
Mises en chantier	-12,3	3,3
Entreprises		
Ventes des fabricants ²	-9,8	-1,6
Exportations internationales ²	-6,3	-2,7
Permis de construction ²	-3,0	-0,1
¹ Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire. ² Cumul de l'année (données non désaisonnalisées). Source : Statistique Canada.		

L'économie au Nouveau-Brunswick

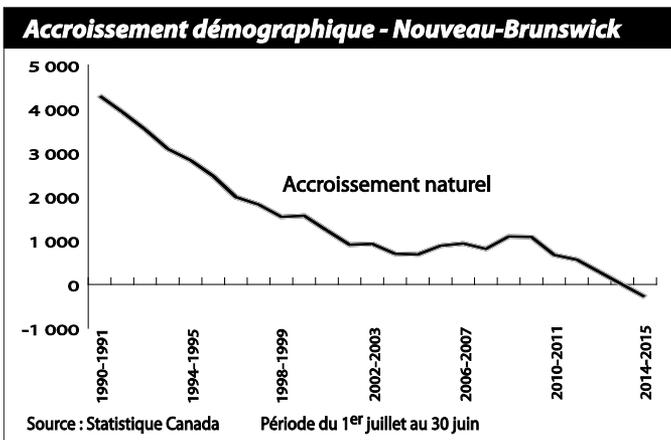
- Le ministère des Finances estime que la croissance économique réelle s'est établie à 1,3 % en 2015, en baisse par rapport au 1,8 % projeté dans le budget de l'an dernier. Cette estimation est conforme au dernier consensus des prévisionnistes du secteur privé.
- Une croissance plus faible à l'échelle nationale et mondiale, des difficultés dans les secteurs des exportations et de la fabrication, une croissance plus lente que prévu des investissements, et le maintien de la faiblesse du marché du travail ont occasionné une croissance timide en 2015.

- En 2015, les investissements du secteur privé ont principalement été alimentés par les efforts de modernisation soutenus du secteur forestier ainsi que l'activité accrue de la raffinerie Irving Oil.
- L'emploi à temps plein a été relativement stable, tandis que des pertes ont été constatées dans l'emploi à temps partiel.
- Les ventes au détail sont bien placées pour afficher des gains solides pour la deuxième année de suite. La chute radicale des prix du pétrole a contribué à une baisse importante aux stations-service mais les ventes ont été contrebalancées par des gains dans les autres sous-secteurs.
- Malgré la faiblesse du marché de l'emploi, la croissance du revenu a été assez vigoureuse, car les pertes d'emploi ont été compensées par les gains salariaux globaux, surtout dans les industries offrant une rémunération plus élevée comme les services professionnels, scientifiques et techniques.
- Le ministère des Finances prévoit une croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de 0,4 % en 2016, en dessous du consensus parmi les prévisionnistes du secteur privé (+1,1 %).



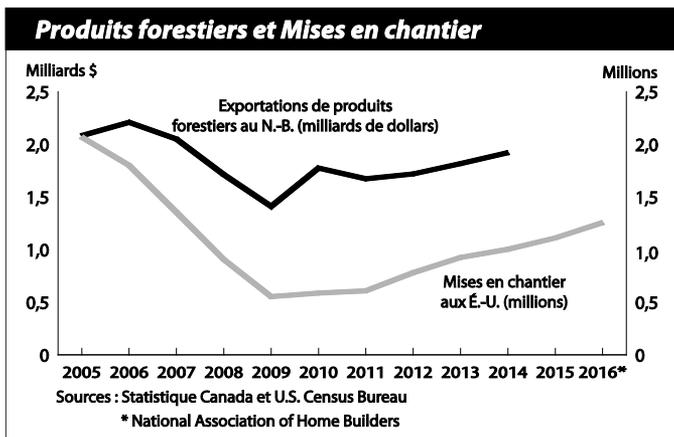
- L'activité économique devrait être ralentie par les réalités démographiques, les investissements du secteur privé, les mesures fiscales et la récente suspension des activités annoncée à la mine Picadilly. Les prévisions du secteur privé peuvent ne pas refléter le dernier développement, qui exercera des pressions à la baisse sur ce que le secteur prévoit.

- En raison de l'achèvement ou de la fin de projets dans le secteur forestier et à la raffinerie de pétrole en 2015, on s'attend à un investissement plus faible du secteur privé en 2016.
- Les conditions de croissance seront davantage limitées en raison du fait que PotashCorp a annoncé qu'elle suspend les activités de la mine Picadilly pour une durée indéterminée. Les répercussions économiques seront partiellement atténuées à court terme grâce aux mesures transitoires offertes par l'entreprise. Cependant, les effets de la suspension continueront à se faire sentir pendant une grande partie de 2017 avant de modérer à moyen terme.
- L'accroissement naturel (la différence entre les naissances et les décès) est passé au négatif et fait baisser l'accroissement démographique. Le vieillissement de la population aura des répercussions sur la croissance économique, étant donné qu'un nombre moindre d'adultes en âge de travailler auront à soutenir une cohorte croissante d'aînés.



- L'emploi en 2016 devrait diminuer légèrement en raison du fait que tout gain modeste dans l'agriculture, la foresterie, la pêche et la fabrication sera compensée par les caractéristiques démographiques et les attentes économiques générales.

- Le secteur de la fabrication devrait profiter d'investissements dans le secteur des produits forestiers, de prix énergétiques plus bas et d'un taux de change plus favorable. De plus, l'influence des produits énergétiques raffinés à faible prix sera diminuée.
- La demande d'exportations provinciales sera renforcée par la faiblesse du dollar canadien et la poursuite de l'augmentation de l'activité économique parmi les partenaires commerciaux intérieurs et internationaux. Néanmoins, la suspension de la production de potasse et la baisse des prix des produits pétroliers raffinés freineront la croissance.



- En raison de la faiblesse qui se poursuit dans le marché du travail, aggravée par les développements récents dans le secteur minier, la croissance du revenu primaire des ménages devrait se modérer en 2016.
- Les prix à la consommation devraient revenir près de la normale en 2016, car les répercussions des faibles prix du pétrole et leurs effets sur les services de transport auront été travaillés partout dans l'économie.

Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick						
Taux de croissance ¹ de 2013 à 2020						
	2013	2014	2015	2016	2017	2018-2020
Comptes économiques *						
Produit intérieur brut (PIB)	0,4	0,6	3,3	1,9	1,6	1,9
Dépenses de consommation finale des ménages	2,9	3,5	2,0	1,6	2,0	2,4
Formation brute de capital fixe	-8,9	-3,9	1,7	0,8	1,0	1,6
PIB (réel)	0,4	-0,3	1,3	0,4	0,3	0,7
Revenus *						
Revenu primaire des ménages	2,2	2,1	2,2	1,7	2,1	2,6
Population et travail **						
Population totale au 1 ^{er} juillet	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	-0,2	-0,3
Population active	0,5	-0,6	-0,7	-0,3	-0,1	0,1
Emploi	0,4	-0,2	-0,6	-0,2	-0,4	0,2
Taux de chômage (%)	10,3	9,9	9,8	9,8	10,2	10,1
Taux d'activité (%)	63,5	63,2	62,7	62,6	62,7	62,9
Autre **						
Indice des prix à la consommation	0,8	1,5	0,5	1,4	2,0	1,9
Mises en chantier	-13,8	-19,9	-12,3	2,0	1,5	-3,4
Commerce de détail ²	0,7	3,8	3,2	1,0	1,1	2,0
¹ Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire.						
² Cumul de l'année pour 2015 (données non désaisonnalisées; au 22 janvier 2016).						
Sources : Statistique Canada.						
Finances N.-B. * 2015-2020 ** 2016-2020.						

- Si l'on regarde plus loin, vers 2017, la demande extérieure et d'autres dépenses en immobilisations gouvernementales stimuleront l'activité économique. Néanmoins, le vieillissement de la main-d'œuvre, la baisse générale de la population et la faiblesse des investissements du secteur privé mettront un frein à la croissance.
- La mine Sisson proposé représente un potentiel de hausse significatif pour 2016 et au-delà. L'approbation se traduirait par des investissements considérables, tandis que la production permettrait de conserver des emplois et de maintenir une activité économique importante pendant la durée de vie du projet.
- Le processus d'approbation de l'oléoduc d'Énergie Est ne fait que commencer; toutefois, le projet stimulerait l'activité à moyen terme s'il va de l'avant.
- En outre, il existe un potentiel de croissance supplémentaire si le gouvernement fédéral décidait de consentir un investissement accru dans l'infrastructure à court ou à moyen terme.

Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick

Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick (au 22 janvier 2016)							
Indicateurs	Annuel			Cumul de l'année*			
	2013	2014	Variation en %	2014	2015	Variation en %	Période de référence
Travail							
Population 15 ans et plus ('000)	622,4	621,7	-0,1	621,7	622,0	0,0	janv.-déc.
Population active ('000)	395,2	393,0	-0,6	393,0	390,2	-0,7	janv.-déc.
Emploi ('000)	354,5	353,9	-0,2	353,9	351,8	-0,6	janv.-déc.
À temps plein ('000)	297,0	297,6	0,2	297,6	297,9	0,1	janv.-déc.
À temps partiel ('000)	57,5	56,3	-2,1	56,3	53,9	-4,3	janv.-déc.
Secteur de la production de biens ('000)	77,8	76,2	-2,1	76,2	72,7	-4,6	janv.-déc.
Secteur des services ('000)	276,8	277,7	0,3	277,7	279,1	0,5	janv.-déc.
Chômage ('000)	40,6	39,1	-3,7	39,1	38,4	-1,8	janv.-déc.
Taux d'activité (%)	63,5	63,2	...	63,2	62,7	...	janv.-déc.
Taux d'emploi (%)	57,0	56,9	...	56,9	56,6	...	janv.-déc.
Taux de chômage (%)	10,3	9,9	...	9,9	9,8	...	janv.-déc.
Gains hebdomadaires moyens (\$)	804,55	832,23	3,4	828,95	853,13	2,9	janv.-oct.
Salaires et traitements (M\$)	13 962,7	14 187,8	1,6	10 615,0	10 883,9	2,5	janv.-sept.
Bénéficiaires d'assurance-emploi	42 000	40 500	-3,6	40 174	40 968	2,0	janv.-nov.
Consommateurs							
Commerce de détail (M\$)	11 107,4	11 528,0	3,8	10 471,4	10 803,1	3,2	janv.-nov.
Ventes de véhicules automobiles neufs (unités)	41 512	42 656	2,8	40 034	41 842	4,5	janv.-nov.
Ventes de véhicules automobiles neufs (M\$)	1 310,5	1 367,1	4,3	1 273,5	1 399,2	9,9	janv.-nov.
Services de restauration et débits de boissons (M\$)	973,2	1 006,1	3,4	836,5	887,3	6,1	janv.-oct.
Indice des prix à la consommation (2002=100)	123,0	124,8	1,5	124,8	125,4	0,5	janv.-déc.
Logement							
Mises en chantier (unités)	2 843	2 276	-19,9	2 276	1 995	-12,3	janv.-déc.
Permis de bâtir résidentiels (M\$)	480,5	456,5	-5,0	436,9	407,7	-6,7	janv.-nov.
Ventes résidentielles MLS® (unités)	6 282	6 273	-0,1	6 273	6 682	6,5	janv.-déc.
Entreprises							
Ventes des fabricants (M\$)	20 072,0	18 774,0	-6,5	17 284,9	15 582,8	-9,8	janv.-nov.
Exportations internationales (M\$)	14 459,7	13 002,8	-10,1	11 980,2	11 227,9	-6,3	janv.-nov.
Permis de bâtir non résidentiels (M\$)	524,5	374,5	-28,6	359,5	365,1	1,6	janv.-nov.
Industriel et commercial (M\$)	250,2	250,6	0,2	239,8	230,7	-3,8	janv.-nov.
Institutionnel et gouvernemental (M\$)	274,2	123,8	-54,8	119,7	134,4	12,3	janv.-nov.
Commerce de gros (M\$)	5 990,6	6 277,1	4,8	5 774,5	5 908,9	2,3	janv.-nov.
Recettes monétaires agricoles (M\$)	568,0	563,9	-0,7	415,9	409,4	-1,6	janv.-sept.
Livraisons de bois d'œuvre ('000 m ³)	2 546,0	2 761,2	8,5	2 329,2	2 854,6	22,6	janv.-oct.
Démographiques							
Population (1 ^{er} juillet)	755 718	754 578	-0,2	754 578	753 871	-0,1	...
Accroissement naturel (1 ^{er} juillet au 30 juin)	-5	...	...	-287	...	...	...
Solde de la migration (1 ^{er} juillet au 30 juin)	-1 135	...	...	-420	...	...	...
.. Non disponible	... N'ayant pas lieu de figurer						
* Cumul de l'année (données non désaisonnalisées)							
MLS® est une marque de commerce enregistrée de l'Association canadienne de l'immobilier.							
Sources : Statistique Canada et l'Association des agents immobiliers du Nouveau-Brunswick.							